

Roger Bourderon et Yvan Avakoumovitch — *Détruire le PCF*, Paris, Messidor, Éditions sociales, 1988, 274 p.

Cette étude du Parti communiste français pendant l'occupation (1940-1944) présente sous plusieurs aspects les formes d'une monographie historique traditionnelle. L'analyse poursuit l'examen des méthodes employées par le gouvernement de Vichy et par l'autorité allemande pour « détruire le PCF » ; ce faisant, elle place le livre dans la solide bibliographie qui s'est donné pour objet à la fois de rendre compte d'une période et d'en dresser le réquisitoire. Le travail de Bourderon et d'Avakoumovitch se situe pourtant dans une démarche neuve qui ajoute un éclairage fort utile sur l'histoire du Parti communiste.

Publié par les Éditions Messidor, l'ouvrage ne nourrit, bien sûr, aucune hostilité à l'endroit du PCF, mais les deux historiens procèdent avec beaucoup de rigueur (ils usent avec grande modération des qualificatifs). L'intérêt particulier du travail tient à ce qu'il est fondé sur l'examen des archives allemandes et françaises et que, de la sorte, est menée une étude comparative de la politique poursuivie par les Allemands et par les autorités françaises. Cette étude, effectuée de concert avec les Archives de Berlin et celles de Vichy, permet, sans jeu de mot, une investigation efficace d'un pan de la collaboration jusqu'à présent peu fouillé.

Après la défaite des armées françaises et l'armistice, le PCF traverse une brève période d'ambiguïté d'attitude à l'endroit de l'occupant. Les Allemands cherchent en effet à établir des contacts avec tous les milieux pacifistes français, et les Communistes figurent parmi eux en bonne place depuis la signature du pacte germano-soviétique de non-agression (23 août 1939). Les auteurs n'eschivent en aucune façon ce point ; ils examinent la fameuse démarche et la lettre de M. Tréand, membre du comité central, à O. Abetz pour faire reparaître le quotidien du parti, l'*Humanité*, en juin 1940. Démarche fameuse, longtemps citée avec intention polémique et qui trouve ici une explication utile.

Aucune ambiguïté, au contraire, du PCF avec les autorités françaises et, dès le début de l'occupation, Vichy applique une politique qui est adéquatement traduite par le choix du titre de l'ouvrage. À la différence de la souplesse initiale des Allemands, le ministère de l'Intérieur se lance tout de suite dans l'application stricte du décret du 18 novembre 1939 qui autorise l'internement des Communistes. Après le retour de Laval au gouvernement, au printemps 1942, les responsables du Ministère et de la Police collaborent régulièrement avec les hommes de Himmler que dirige le SS Brigade Führer, C. Oberg.

Le livre contient aussi un tableau-bilan de l'organisation et de l'action du Parti communiste pendant les hostilités. Ces développements, non dépourvus d'intérêt, n'apportent cependant pas d'éléments neufs. On peut noter une gradation dans l'activité des militants qui, dès le début de 1941, accentuent leurs efforts pour créer un front national patriotique (mai 1941). L'impact de l'attaque allemande contre l'URSS, le 22 juin 1941, fait certes l'objet d'une mention ; il peut apparaître pourtant que l'ouvrage ne discute pas assez l'effet de cet événement sur l'attitude des militants pour qui, à partir de cette date, cause nationale et internationalisme représentent un même idéal et un même but pour l'action.

Car c'est l'action des Communistes qui précisément entraîne Vichy et les Allemands à vouloir « détruire le PCF ». Bourderon et Avakoumovitch exposent de manière particulièrement documentée le processus selon lequel les autorités sélectionnent les catégories qui fourniront les victimes. Les réfugiés politiques étrangers ont été les premiers visés, ainsi qu'il appert, avec les milliers d'Espagnols arrêtés, puis déportés à Mauthausen, en 1940 (88). Communistes et Juifs représentent la catégorie inquiétée et pourchassée pendant toute la période de l'occupation. Bien avant la conférence de Wannsee (janvier 1942) qui décidera de l'application de la « solution finale » aux Juifs, les autorités allemandes dénoncent la collusion entre les Communistes et la « juiverie internationale » (88). Elles rejoignent une préoccupation similaire mais non équivalente de la part des autorités de Vichy. La droite française, parvenue au pouvoir en 1940, est antisémite, mais sa priorité d'agressivité est dirigée contre les Communistes. Dans les tractations avec l'occupant nazi, Vichy prête son concours, et sa

police, pour persécuter les Juifs, de préférence ceux qui ne possèdent pas la citoyenneté française, et les militants ou les cadres du Parti communiste. Avec des préoccupations quelque peu différentes, nazis et vichystes pourchassent les mêmes catégories de personnes. Tandis que Berlin veut éliminer ceux qui ne peuvent s'insérer dans la nouvelle Europe pensée par l'entourage d'Hitler, Vichy paraît plutôt accepter de livrer aux exigences allemandes des groupes bien identifiés de personnes dont le sacrifice permettra de préserver la souche que les hommes de Pétain jugent comme authentiquement française (158).

Cette pratique apparaît lorsqu'en représaille des actions terroristes exécutées contre leur armée, les Allemands exigent que leur soient livrés des otages. En août 1941, Vichy a « préparé le texte d'une loi anticommuniste »; lorsque le 21 août, un Allemand est assassiné à Paris, le gouvernement modifie son libellé et le publie, le 23 août, dans le *Journal Officiel* en précisant qu'il s'agit d'une loi « contre les menées communistes et anarchistes ». Selon le texte, « les inculpés arrêtés en flagrant délit d'infraction relevant d'une activité communiste seront traduits devant une cour spéciale... » (156). Trois Communistes seront exécutés peu après, en application de cette loi, mais son illustration célèbre intervient en octobre. Le 20, à Nantes, un officier allemand est assassiné (et un autre, le lendemain à Bordeaux). Sur demande expresse de l'occupant, qui menace de fusiller 100 otages, le ministre de l'Intérieur, Pucheu, négocie et obtient de réduire le nombre à 50, en constituant lui-même la liste des personnes à exécuter parmi les Communistes internés près de la sous-préfecture de Loire inférieure, Châteaubriant. Après les exécutions, le Conseil des ministres de Vichy se déclare « décidé à renforcer les mesures de précaution et de répression » (160-6).

La commotion provoquée par ces événements dans la population française et à Londres oblige Vichy et les occupants à réviser leurs tactiques; le moindre inconvénient n'étant pas, aux yeux des Allemands, de fournir ainsi aux Communistes l'occasion d'apparaître comme le groupe le plus antagoniste et donc le plus patriote! La répression se poursuit, s'aggrave même, jusqu'en 1944, mais choisit des voies et des moyens moins visibles qui font disparaître vers les camps un nombre élevé de personnes déportées parce qu'elles sont communistes ou israélites.

Les auteurs ont bien prouvé leur point, même si l'entreprise de Vichy peut manquer de systématisme; elle vise au moins à frapper et à user le Parti communiste si elle ne peut parvenir à le détruire. Comme l'écrit le Maréchal Pétain dans une lettre à Hitler, le 23 décembre 1943, « par la lutte contre le terrorisme et le communisme, elle (la France de Vichy) contribue à la défense de la civilisation occidentale » (191).

Dans les maquis de la résistance, Communistes et citoyens de toute idéologie se côtoient. Les auteurs n'examinent pas, et tel d'ailleurs n'est pas le sujet du livre, le détail de la relation entre la popularité croissante du PCF et le sursaut patriotique. En poursuivant leur étude, ils peuvent donner, sans doute, l'impression que le Parti communiste a joué le rôle majeur. Beaucoup d'ouvrages sans doute ont voulu contester ou nuancer cette thèse; la polémique, rarement absente dans les livres publiés sur cette période, a voulu réduire, parfois même marginaliser, le rôle tenu dans la résistance par l'extrême gauche. L'utilisation des deux séries d'archives montre que les Allemands et Vichy ont placé en priorité les Communistes dans le collimateur de la répression. Les deux historiens n'ont certainement pas tort d'écrire que « dans le tourbillon d'une lutte idéologique sans merci, les résistants communistes — vivants ou morts — ont connu depuis la Libération un sort particulièrement injuste » (245). En établissant et en réanalysant beaucoup de faits, les deux auteurs de *Détruire le PCF* contribuent à équilibrer la bibliographie de cette période.

Jean-René Chotard  
*Université de Sherbrooke*